



Pour diffusion immédiate : 11/07/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE PLUS DE 51 MILLIONS DE DOLLARS
POUR AMÉLIORER LA SÛRETÉ ET LA SÉCURITÉ DES ORGANISATIONS
EXPOSÉES AUX CRIMES DE HAINE, SOIT LE MONTANT LE PLUS ÉLEVÉ JAMAIS
ACCORDÉ PAR L'ÉTAT**

*Le financement de plus de 1 000 projets est disponible dans le cadre du
programme de subventions intitulé « Sécuriser les communautés contre les
crimes de haine »*

*Pour la première fois, les organisations à but non lucratif et communautaires
peuvent demander des subventions pour renforcer la cybersécurité*

*La gouverneure Hochul a également signé la loi S.2060-A/A.3694-A visant à
renforcer les exigences en matière d'enquête et de signalement des crimes de
haine sur les campus universitaires*

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui l'octroi de plus de 51 millions de dollars de subventions destinées à renforcer les mesures de sûreté et de sécurité des organisations communautaires à but non lucratif qui sont exposées à des crimes de haine ou à des attaques en raison de leur idéologie, de leurs croyances ou de leur mission. Ce financement est le plus important jamais accordé dans le cadre du programme de subventions « Sécuriser les communautés contre les crimes de haine » (Securing Communities Against Hate Crimes) de l'État et, pour la première fois, il peut être utilisé pour renforcer la sécurité informatique d'une organisation. Outre l'annonce du niveau record de financement, la gouverneure Hochul a signé une loi (S.2060-A/A.3694-A) qui renforcera les exigences en matière d'enquête et de signalement des crimes de haine commis sur les campus universitaires.

La gouverneure Hochul a déclaré : « La haine n'a absolument pas sa place dans notre État, et nous continuerons à faire tout ce qu'il faut pour que chaque New-Yorkais soit protégé contre la violence sans fondement qui découle des préjugés. Il s'agit d'un investissement historique en faveur des communautés qui ont le plus besoin de notre aide, et grâce à ces fonds, les organisations new-yorkaises les plus exposées pourront investir dans les mesures de sécurité dont elles ont besoin pour rester en sécurité. Face au vitriol et à la violence, je veux être claire : nous n'avons pas peur. Si vous vous

attaquez à l'un d'entre nous, vous vous attaquez à nous tous - et personne ne gagne un combat contre les New-Yorkais ».

La lieutenant-gouverneur Delgado a déclaré : « New York a toujours été un havre de paix pour les personnes de tous horizons, et l'annonce d'aujourd'hui démontre une fois de plus notre engagement ferme à faire en sorte que notre État reste un État de tolérance et d'acceptation. Notre administration défendra toujours les valeurs qui nous définissent en tant que New-Yorkais, et en tant que président de l'unité de prévention de la haine et des préjugés, je suis particulièrement fier de cet investissement essentiel ».

La gouverneure Hochul a annoncé l'octroi des subventions et signé la loi lors d'une cérémonie au Musée de l'héritage juif à New York, où elle a été rejointe par des élus, des dirigeants communautaires et des défenseurs des droits de l'homme. Les services de police et les bureaux des shérifs ont signalé 947 crimes de haine à l'État en 2022, soit le nombre le plus élevé des cinq dernières années et une augmentation de 20 % par rapport à 2021. [Les données sur les crimes de haine communiquées par les services de police](#) à l'État sont disponibles en ligne.

Sécuriser les communautés contre les crimes de haine

La division des services de justice pénale de l'État de New York, qui gère le programme « Securing Communities Against Hate Crimes », a accordé un financement à 497 organisations dans tout l'État pour 1 081 projets d'une valeur totale de 51 680 910 dollars, dont 8 899 091 dollars pour 187 projets relatifs à la cybersécurité. Les candidats retenus seront informés de l'attribution de leur subvention à partir d'aujourd'hui. La gouverneure Hochul [a annoncé la disponibilité de ce financement](#) à l'automne dernier. Le budget promulgué pour l'exercice 2024 prévoit 25 millions de dollars supplémentaires pour les subventions Securing Communities Against Hate Crimes. La prochaine série de subventions devrait être mise à disposition par le biais d'un appel à candidatures en décembre 2023.

Créé en 2017, le programme de subventions Securing Communities Against Hate Crimes fournit un financement pour renforcer les mesures de sécurité et prévenir les crimes de haine contre les centres communautaires et civiques à but non lucratif, les musées culturels, les crèches et autres organisations à but non lucratif qui peuvent être vulnérables en raison de leur idéologie, de leurs croyances ou de leur mission. Ce financement peut être utilisé pour soutenir les améliorations de la sécurité extérieure ou intérieure, y compris, sans toutefois s'y limiter, l'éclairage, les serrures, les alarmes, les boutons d'alarme, les clôtures, les barrières, les contrôles d'accès, le verre résistant aux chocs et les films résistants au souffle, les systèmes de sonorisation et, pour la première fois, les mesures visant à renforcer la cybersécurité. Les fonds peuvent également couvrir les coûts associés à la formation en matière de sécurité.

Ces mesures s'inscrivent dans le prolongement d'actions antérieures menées par la gouverneure Hochul pour lutter contre les préjugés et contribuer à les prévenir. En

décembre 2022, la gouverneure Hochul a créé une unité de prévention de la haine et des préjugés au sein de la division des droits de l'homme de l'État de New York. L'unité est chargée de se mobiliser rapidement pour soutenir les communautés dans lesquelles un incident lié à la haine et aux préjugés s'est produit et d'organiser des comités de lutte contre les préjugés dans chaque région de l'État. Les comités, qui sont présidés par le lieutenant-gouverneur Antonio Delgado, permettent aux membres de la communauté de partager leurs préoccupations, d'organiser des programmes éducatifs, d'accueillir des événements de prévention des crimes de haine et de réconciliation de la communauté, d'organiser des formations à la résolution des conflits et de faciliter le dépôt de plaintes auprès de la division et d'autres agences concernées. En mai 2023, la gouverneure Hochul a organisé le premier sommet de l'unité de l'État, réunissant 500 représentants d'organisations communautaires, de forces de l'ordre et de groupes confessionnels pour des débats et des échanges sur les moyens de travailler ensemble à la prévention de la haine.

Rossana Rosado, commissaire de la division des services de justice pénale de l'État de New York, a déclaré : « Nous sommes fiers de pouvoir garantir que les New-Yorkais et les visiteurs, quels que soient leurs croyances, leurs idéaux ou leur mode de vie, puissent vivre à l'abri de la haine. Le DCJS s'engage à soutenir les organisations communautaires qui connaissent le mieux leur quartier. Grâce à ce financement, ces organisations seront mieux préparées et protégées pour fournir leurs services de manière sûre et efficace. Merci, gouverneure Hochul, d'avoir pris position contre les crimes de haine et d'avoir démontré à maintes reprises que la haine n'a pas sa place dans l'Empire State ».

Maria L. Imperial, commissaire de la division des droits de l'homme de l'État de New York, a déclaré : « Je félicite la gouverneure Hochul et son administration pour ces mesures importantes. Il est essentiel que les organisations communautaires au cœur de notre vie citoyenne soient habilitées à lutter contre la haine et les préjugés et que nos efforts pour prévenir ces incidents s'appuient sur des données exactes. La Division des droits de l'homme est fière de s'acquitter de cette tâche au nom de tous les New-Yorkais ».

Dénonciation des crimes de haine sur les campus universitaires

La loi S.2060-A/A.3694-A modifie la loi sur l'éducation pour exiger que le comité consultatif sur la sécurité du campus d'un établissement d'enseignement supérieur examine les politiques et procédures actuelles pour informer la communauté du campus sur les crimes liés aux préjugés et à la haine, pour signaler les crimes de haine et pour aider les victimes pendant les enquêtes sur les crimes de haine. Cette loi met également à jour la procédure de diffusion des informations sur les statistiques de la criminalité sur les campus et exige spécifiquement la déclaration et l'affichage des délits de haine. Elle exige que ces informations soient disponibles sur le site web de l'établissement et ne se contente plus de fournir aux étudiants des informations sur la manière d'y accéder dans le catalogue du campus, le manuel de l'étudiant et le guide de l'étudiant. Désormais, les établissements d'enseignement supérieur seront

également tenus d'adopter un plan d'enquête sur les crimes de haine commis sur le campus et d'informer les nouveaux étudiants sur les mesures de prévention des crimes de haine.

Cette loi exigera des établissements d'enseignement supérieur qui reçoivent des fonds de l'État de moderniser et d'améliorer leur divulgation des crimes de haine qui se produisent sur le campus. Afin de garantir la sécurité des étudiants sur les campus universitaires de New York, le projet de loi crée également une obligation claire pour les établissements d'enseignement supérieur d'enquêter sur les crimes potentiels liés à la haine et de les signaler aux forces de l'ordre. Ce projet de loi renforcera également les lois existantes en matière de signalement et de divulgation d'informations relatives à l'identification et à la lutte contre les crimes racistes sur les campus universitaires.

Le recteur de l'université John B. King, Jr. a déclaré : « La haine et l'intolérance n'ont pas leur place à New York, et alors que le nombre de crimes de haine continue d'augmenter dans notre pays - souvent sur la base de la race, de l'origine ethnique, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre ou du handicap - nous sommes heureux de voir la gouverneure Hochul mettre en œuvre tous les moyens possibles pour protéger les New-Yorkais. SUNY s'engage à assurer la sécurité et le sentiment d'appartenance de tous les membres de la communauté universitaire, et nous continuerons à développer nos efforts pour informer, soutenir et protéger les étudiants, les professeurs et le personnel de SUNY ».

Le recteur de la CUNY, Félix V. Matos Rodríguez, a déclaré : « La CUNY a pris des mesures en début d'année pour permettre à tous les membres de nos communautés universitaires de signaler plus facilement les actes de discrimination, de sectarisme et de haine, et aux administrateurs d'identifier les tendances qui permettront d'élaborer de nouvelles politiques, de nouveaux programmes et de nouvelles mesures préventives". Cette mesure importante prise par la gouverneure Hochul et les dirigeants législatifs de notre État fournira un autre antidote pour contrer la montée de l'antisémitisme et d'autres formes de haine que nous observons dans notre ville, notre État et notre nation, et nous sommes impatients d'incorporer ses exigences dans nos politiques ».

Le sénateur Toby Ann Stavisky a déclaré : « Cette nouvelle loi permettra d'identifier et de quantifier la haine sur les campus universitaires et nous permettra de mieux nous attaquer au problème. En identifiant clairement la manière dont ces incidents seront signalés et suivis, les étudiants auront désormais accès à des ressources destinées aux campus où ils vivent. L'université est l'occasion pour les jeunes de découvrir d'autres cultures et coutumes. Nous devons lutter contre la haine par l'éducation et montrer à la nouvelle génération qu'on accomplit beaucoup plus de choses ensemble que séparément ».

Daniel Rosenthal, membre de l'Assemblée, a déclaré : « Chaque étudiant a le droit de se sentir en sécurité et protégé sur son campus universitaire. Nous ne pouvons pas permettre que les établissements d'enseignement deviennent des lieux où règnent l'antisémitisme, le sectarisme et l'hostilité. Ce projet de loi permettra au public de savoir

si une institution donnée a un problème particulier et si son administration prend les mesures nécessaires pour y remédier. Je suis profondément reconnaissant envers la gouverneure Hochul d'avoir signé ce projet de loi ».

La [Division des services de justice pénale de l'État de New York](#) est un organisme multifonctionnel de soutien à la justice pénale qui assume diverses responsabilités, notamment la formation des forces de l'ordre, la collecte et l'analyse des données criminelles à l'échelle de l'État, la gestion des informations sur les antécédents criminels et des fichiers d'empreintes digitales ; la supervision administrative de la banque de données ADN de l'Etat, en partenariat avec la police de l'État de New York ; le financement et la supervision des programmes de probation et de correction communautaire ; l'administration des fonds fédéraux et étatiques de la justice pénale ; le soutien aux agences liées à la justice pénale dans tout l'État ; et l'administration du registre des délinquants sexuels de l'État. Suivez l'agence sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

En outre, le [Bureau des services aux victimes de l'État de New York](#) finance plus de 200 programmes à travers l'État qui fournissent des services, un soutien et une assistance aux victimes de crimes de haine et d'autres crimes. L'agence peut également fournir aux personnes éligibles une aide financière pour les dépenses résultant du fait d'être victime d'un crime haineux ou autre. Visitez www.ovs.ny.gov/connect pour localiser un programme.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)